

Aux îles Canaries espagnoles, la situation devient explosive



Envahies par des arrivées massives et quotidiennes, et cela depuis plusieurs semaines, de migrants clandestins en provenance des côtes africaines, qui sont logés dans certains hôtels, payés directement par la Croix-Rouge espagnole, grâce aux subventions reçues du gouvernement et des dons offerts par les Espagnols, qui ignorent la destination de ces fonds.

Confrontés également à la fuite des touristes, déjà sur place, et à la désertion de nombreux autres qui annulent leurs réservations auprès des agences de voyages, les habitants de ces îles ont décidé de prendre la situation en mains et de constituer des milices citoyennes afin de s'opposer à la politique migratoire du gouvernement socialo-gauchiste.

Une réunion est prévue d'ailleurs ce prochain vendredi 18 décembre, à 20 h, au Centre commercial Holiday World, pour organiser la formation de ces « patrouilles de voisins vigilants » : *« Nous voulons défendre, protéger et sauver nos familles, nos amis, nos voisins, nos coutumes et traditions,*

nos droits et nos libertés, sur notre terre. Nous ne sommes ni de gauche, ni de droite, ni du centre, mais les paroles sont terminées, à partir de lundi 21 décembre nous agirons pour que les 17.000 migrants clandestins soient transportés vers le Maroc, sinon, nous aviserons ! »

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été l'agression très violente dont a été victime un jeune et courageux jeune homme qui a tenté de s'interposer pour aider une jeune femme, sur la plage de la ville de Mogan,, qui se faisait harceler par un groupe de migrants mineurs illégaux, à qui l'on faisait visiter la ville, accompagné d'un moniteur de la Croix-Rouge.

Frappé violemment et jeté au sol, la victime a été dirigée par une ambulance vers l'hôpital San Roque Meloneras, à San Bartolomé de Tirajana, souffrant de nombreuses contusions sur tout le corps et de deux fractures.

Les images de cette sauvage agression ont été largement visionnées sur les réseaux sociaux et des habitants de Mogan se sont rendus à l'hôtel qui abritait ces migrants mineurs clandestins, afin de réclamer leur arrestation et leur expulsion immédiate.

L'intervention de la police locale et de la « Guardia civil » a évité un affrontement qui aurait pu très mal finir.

Les autorités locales restent très attentives devant ces manifestations citoyennes qui se multiplient et peuvent aller jusqu'à l'affrontement physiques contre les migrants.

À Alicante, région préservée jusqu'à présent, le maire Luis Barcala s'élève avec force contre la décision gouvernementale de lui imposer l'arrivée de quelques dizaines de migrants clandestins, justement dans le but de désengorger les îles Canaries.

Avec d'autant plus d'argument qu'un migrant clandestin, d'origine marocaine et en situation irrégulière, Hamza Aabid,

âgé de 20 ans, a violé, dans la nuit de mercredi dernier, sous la menace d'un couteau, deux jeunes femmes à une demi-heure d'intervalle : le premier viol à 5 h 30, dans le porche d'un immeuble et à 6 h, le second viol directement à l'intérieur du propre véhicule de sa victime.

Il a été appréhendé grâce à l'important dispositif mis en place par la police locale, aidée par des citoyens de la ville.

Hamza Aabid se trouvait en Espagne depuis 2018, sous la condition de « mineur isolé » et donc autorisé à séjourner par la « Generalitat Valenciana ». Son casier judiciaire est bien chargé : le 6 novembre 2019, arrêté pour un vol avec violence, le 21 avril 2020 détenu une nouvelle fois pour menaces et vol avec violence, puis, en septembre de cette même année, pour agression, suivie de blessures.

Vous constaterez que, tout comme en France, la justice espagnole est plus que laxiste, puisque Hamza se retrouve toujours libre et n'est pas expulsé !

Cependant, le torchon brûle (également tout comme en France !) entre les forces de police et le Premier ministre Pedro Sanchez « *qui a osé exposer publiquement sa tristesse devant la mort du terroriste basque de l'ETA, Igor Gonzalez Sola, qui s'est suicidé dans sa prison de Martutene* » et n'a pas prononcé une seule parole de tristesse et de compassion sur la mort du colonel de la « Guardia Civil », José Miguel Angel Reina, victime de la covid.

Les policiers sont excédés de ce même silence du gouvernement devant la mort d'un policier et sa compassion à l'égard d'un terroriste !

Manuel Gomez